Résilience

MAGAZINE N°2
AVRIL 2025

Continuité des services essentiels et autonomisation des femmes et des filles

Précarité menstruelle et mariage d'enfants

Des synergies de la société civile brisent la chaîne de l'exclusion

Soutenir, informer et agir

Le digital au service de la santé sexuelle et reproductive des jeunes

UNFPA
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

MAGAZINE N°2 - AVRIL 2025

Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet « ACCESS », mis en œuvre par UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc et ses partenaires avec le généreux soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark

Directrice de publication
Marielle Sander

Coordination du magazine
Aïcha Benhsine

Équipe du projet
Maria Cristina Pilo
Ziad Jazouli
Abdelaziz Rahhou

Équipe des programmes de UNFPA-Maroc
Laïla Acharai
Amal El Idrissi, Yassine Souidi

Autrice et Rédactrice principale
Rachida Bami

Conception et production
Arsystems production

Design Graphique
Saïda Hanine, Jamal Mhimdat

Crédits Photos
Marina Chaikovskaia

Les propos de la présente publication expriment les opinions de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Fonds des Nations Unies pour la population ou de son personnel.

SOMMAIRE

06 07 **EDITO**
MADAME LA REPRÉSENTANTE DE UNFPA AU MAROC

08 09 **INTERVIEW, MME BERIT BASSE, AMBASSADRICE DU DANEMARK AU MAROC**

10 13 **UN ENGAGEMENT INSPIRANT POUR LA SANTÉ DES FEMMES ET DES FAMILLES**
Rendre visible le parcours des sages-femmes

14 17 **METTRE FIN AUX DÉCÈS MATERNELS ÉVITABLES**
Des stratégies pour sauver les femmes et les nouveau-nés

18 21 **ÉRADICATION DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS**
Une ambition à portée de main grâce au dépistage précoce

22 25 **AUTONOMISATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**
Une collaboration pour favoriser l'inclusion

26 29 **PRÉCARITÉ MENSTRUELLE ET MARIAGE D'ENFANTS**
Des synergies de la société civile brisent la chaîne de l'exclusion

30 33 **SÉISME D'AL HAOUZ**
Comment les femmes et les jeunes filles vivent la reconstruction

34 37 **LES JEUNES ÉTUDIANTS DANS LES CLINIQUES JURIDIQUES :**
Une relève engagée contre la violence à l'égard des femmes et des filles

38 41 **AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES**
Un levier pour l'égalité et l'émancipation

42 45 **SOUTENIR, INFORMER ET AGIR**
Le digital au service de la santé sexuelle et reproductive des jeunes

46 49 **INTELLIGENCE DÉMOGRAPHIQUE ET POLITIQUES PUBLIQUES**
Bâtir la résilience face au vieillissement de la population

2ÈME ÉDITION DE LA REVUE RÉSILIENCE DU PROJET ACCESS

« Autonomie et choix en situation de crise axés sur la continuité des services essentiels et l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles en situation de vulnérabilité »

CHIFFRES MARQUANTS 2022/2023/2024

Plus de 8 millions de réactions ont été enregistrées sur la sphère digitale lors de la 21ème campagne nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles en 2023.

Plus de 2 millions de personnes ont été touchées par des actions de sensibilisation et d'information autour de la santé sexuelle et reproductive et de l'égalité de genre sur les plateformes digitales.

Plus de 1.330.000 jeunes ont été impliqués dans des actions de sensibilisation, d'information et de renforcement de l'accès aux services de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive et de prévention de la violence basée sur le genre.

Près de 60.400 femmes et filles ont été impliquées dans les activités de sensibilisation sur la violence basée sur le genre.

Plus de 50.200 femmes et filles ont été touchées par les soins et prestations de santé sexuelle et reproductive de qualité à travers l'appui du projet.

Plus de 4 300 décideurs, professionnels et acteurs ont participé à des actions de plaidoyer et de renforcement des mécanismes de gouvernance au profit de la santé et de l'autonomisation des femmes et des filles.

3 400 femmes et filles en situation de vulnérabilité ont reçu le kit de l'hygiène menstruelle.

Plus de 2 200 femmes et jeunes filles en situation de vulnérabilité ont bénéficié d'actions visant à renforcer leur autonomisation socio-économique.

Près de 450 femmes relais communautaires formées et outillées pour un meilleur accès des femmes en situation de vulnérabilité aux soins et services de santé sexuelle et reproductive et de prise en charge de la violence basée sur le genre.

205 étudiants de droit œuvrant au sein des « cliniques juridiques » ont été impliqués dans la prévention et la lutte contre la violence basée sur le genre.

150 établissements équipés et plus de **5200 professionnels de santé formés** pour une meilleure qualité des services de santé sexuelle et reproductive et de prise en charge de la violence basée sur le genre.

Édito

MADAME MARIELLE SANDER

Représentante de l'UNFPA au Maroc

> **Au cœur de ce projet intégré en faveur des femmes et des filles dans le cadre de la réponse post-Covid-19, émergent des actions aussi bien diverses qu'innovantes...**
>
> **Marielle Sander**

Le Projet ACCESS « Autonomisation des femmes et des filles en situation de vulnérabilité : continuité des services essentiels de santé et inclusion socio-économique », a relevé les challenges formulés lors de son lancement en novembre 2021.

Au cœur de ce projet intégré en faveur des femmes et des filles dans le cadre de la réponse post-Covid-19, émergent des actions aussi bien diverses qu'innovantes par rapport notamment à trois thématiques essentielles, à savoir, la continuité des services essentiels de santé sexuelle et reproductive et de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre, l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles en situation de vulnérabilité et l'amélioration du bien-être et de la résilience des populations vulnérables. Et au-delà des chiffres marquants, il y a l'impact combien positif sur des trajectoires de vie et surtout de belles transitions vécues par les bénéficiaires : les femmes enceintes et en âge de procréation , les femmes et jeunes filles survivantes à la violence, les femmes et jeunes en situation de handicap, les femmes et les jeunes migrants, les agents de développement communautaire et les professionnels de santé en première ligne, notamment les sages-femmes dont l'héroïsme et l'engagement sur tous les fronts forcent l'admiration.

A Tanger-Tétouan-Al Hoceima, à Fès-Meknès, à Beni Mellal-Khénifra et à Marrakech-Safi, les bénéficiaires comme les partenaires ont tous été touchés de près ou de loin par des leviers d'intervention couvrant entre autres, la digitalisation, l'amélioration de la qualité de l'offre de soins de la santé sexuelle et reproductive, la santé communautaire pour l'accompagnement des femmes et des filles en matière de santé et de violence basée sur le genre, ainsi que l'appui socio-économique aux femmes des coopératives impactées par le COVID-19.

A la clé, il y a la réponse post COVID-19 à travers notamment la garantie de la continuité des services essentiels de la santé sexuelle et reproductive et de prévention et lutte contre la violence basée sur le genre pour les femmes et les filles, dont les plus vulnérables, et dans le même sillage leur inclusion socio-économique.

Le projet ACCESS consolide par ailleurs la collaboration avec nos partenaires institutionnels : le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS), le Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille (MSISF), le Ministère de l'Éducation, des Sports et du Préscolaire, le Haut-Commissariat au Plan, la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, la Faculté de Médicine et Pharmacie de Casablanca et les partenaires de la Société Civile de défense des droits des femmes en l'occurrence l'Union de l'Action Féministe (UAF) et le Project SOAR, l'Association Marocaine de Planification Familiale, le Collectif Autisme Maroc, le Centre National Mohammed V des Handicapés, la Fédération des Ligues des Droits des femmes, la Fondation Provinciale pour le Développement Economique et Social, l'International Center for Diplomacy et l'Association Panafricaine de Lutte contre le Sida. Au-delà le projet ACCESS reflète notre partenariat avec le gouvernement marocain, combien, exemplaire depuis cinq décennies.

Ce partenariat se traduit, dans le cadre du projet ACCESS, à travers l'appui aux stratégies et programmes nationaux en 2022, 2023 et 2024 à savoir, la Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2021-2030 , la Stratégie d'élimination des décès maternels évitables, le Programme National de Détection Précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, la Stratégie Nationale-Interventions en Santé Communautaire, la Stratégie Nationale de la Santé Scolaire et Universitaire, la Stratégie Nationale de la Santé des Jeunes et Adolescents, le Plan National Handicap Santé, la Stratégie de Santé des personnes âgées, le Programme National de la Santé pour la Prise en Charge des Femmes et Enfants Victimes de Violence, le Plan Stratégique National Intégré de lutte contre le SIDA, les Hépatites Virales et les IST, la Politique publique intégrée relative à la promotion et à la protection des droits des personnes en situation de handicap, la Politique Nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles à l'horizon 2030 et le Programme National intégré d'autonomisation économique des femmes et des filles.

Le tour d'horizon des actions lancées dans le cadre du projet ACCESS met en lumière entre autres, l'appui au modèle digital de relance de la population pour le Programme de santé sexuelle et reproductive, la modélisation de l'e-Espace Santé Jeunes, la promotion des méthodes contraceptives de longue durée, la redynamisation de l'approche classe des mères en post-COVID-19, le renforcement des mécanismes de gouvernance pour la lutte contre les décès maternelles, la promotion de la gériatrie et la gérontologie et l'intégration de l'approche genre et droits dans la planification et l'implémentation des intervention en santé sexuelle et reproductive. A cela s'ajoute le transfert d'expertise entre les parties prenantes et les initiatives de Coopération Sud-Sud.

L'accent est également mis sur la prise en charge des femmes et enfants victimes de violence, la santé scolaire et universitaire ainsi que la sensibilisation à la SSR et du mode de vie sain au niveau des lycées et universités, ainsi que des établissements pénitentiaires.

Pour une meilleure inclusion des voix de la société civile dans le développement sociétal du Maroc, notre partenariat a permis de renforcer la promotion et la défense des droits des femmes en particulier dans les coopératives féminines impactées par la crise de COVID-19 pour leur permettre de relancer leur activité économique. Une série d'activités de renforcement des capacités des jeunes filles du monde rural a été conduite pour développer la confiance en soi, le leadership, prendre conscience de leur valeur, leur voix, leur corps, et leurs droits.

La dynamique qui s'est poursuivie en 2024, est marquée entre autres, par l'appui à l'élaboration des Plans régionaux de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de SSR, l'appui à la santé mobile et aux Unités mobiles connectées le renforcement du dossier Médical Électronique au sein des prisons. A cela s'ajoute la création et lancement de la chair en SSR en partenariat avec la Faculté de Médicine et Pharmacie de Casablanca, le renforcement et évaluation du protocole d'accès des jeunes filles aux services d'hygiène dans les Dar Taliba, le lancement des caravanes pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin, la consolidation du « Réseau des jeunes cliniciens » et son opérationnalisation et le renforcement des coopératives féminines.

L'appui financier du Gouvernement Danois est en outre primordial dans la réalisation et le succès enregistré sur le terrain du Projet ACCESS. Je me réjouis qu'au-delà, que le Danemark assure une contribution de base pour soutenir l'UNFPA dans ses efforts pour garantir santé, droits et choix pour toutes les femmes et les filles.

Interview

MADAME BERIT BASSE

Ambassadrice du DANEMARK au Maroc dans le cadre du 2ème numéro de la revue Résilience.

La mise en œuvre du Projet ACCESS, soutenue par le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, a permis de soutenir plusieurs actions couvrant entre autres, la santé sexuelle et reproductive, la santé maternelle et la lutte contre la violence à l'encontre des femmes et des filles, tout en promouvant leur autonomisation. Quelle importance accordez-vous à ces volets dans la coopération pour le développement ?

Le Danemark considère que la coopération pour le développement ne peut être véritablement réussie que si elle inclut des actions concrètes en faveur de l'égalité de genre, des droits des femmes et des filles, et de leur autonomisation.

Le Projet ACCESS, soutenu par le Ministère des Affaires Étrangères du Danemark, est un excellent exemple de cette approche.

Nous accordons une importance capitale à des volets comme la santé sexuelle et reproductive, la santé maternelle, ainsi que la lutte contre la violence basée sur le genre, car ce sont des éléments fondamentaux pour améliorer les conditions de vie des femmes et des filles, en particulier dans des contextes où elles peuvent être plus vulnérables.

Les femmes et les filles jouent un rôle clé dans le développement durable. En soutenant leur autonomisation, en veillant à ce qu'elles aient accès à une santé de qualité, et en les protégeant contre la violence, nous créons aussi un environnement propice à la croissance économique, sociale et culturelle.

Investir dans les droits des femmes et dans leur pouvoir décisionnel est non seulement une question d'égalité, mais aussi un levier de développement durable pour l'ensemble de la société.

Parmi les actions menées dans le cadre du Projet ACCESS, lesquelles considérez-vous comme les plus significatives en termes d'impact et d'alignement avec les priorités de développement du Maroc ?

Parmi les actions menées dans le cadre du Projet ACCESS, plusieurs initiatives se distinguent par leur impact direct sur les priorités de développement du Maroc, en particulier en matière de santé, d'égalité de genre, et de protection des droits des femmes.

L'une des actions les plus significatives est sans doute l'amélioration de l'accès à la santé sexuelle et reproductive pour les femmes, en particulier dans les régions rurales et moins desservies.

En facilitant l'accès aux soins de santé reproductive, à l'information et à l'éducation sur les droits et les services disponibles, nous contribuons également à l'autonomisation des femmes.

Cette action s'aligne parfaitement avec les priorités de développement du Maroc, qui cherche à améliorer les services de santé pour tous ses citoyens, tout en mettant un accent particulier sur les femmes et les enfants.

Une autre initiative clé est la promotion de l'autonomisation économique des femmes, qui est un levier essentiel pour leur inclusion pleine et entière dans la société marocaine.

Le Projet ACCESS a soutenu des programmes visant à renforcer les compétences des femmes, leur accès à des opportunités économiques et à des ressources financières, et à les accompagner dans des projets générateurs de revenus.

Cela répond directement aux priorités du Maroc en matière de développement économique et d'égalité de genre.

Enfin, la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles est également un axe central du projet. La création de mécanismes de protection, l'amélioration des services d'assistance et l'action pour sensibiliser les communautés sur ce problème sont des mesures qui ont un impact direct sur la sécurité et le bien-être des femmes.

Cela rejoint les engagements du Maroc en matière de droits humains et d'éradication des inégalités de genre.

Dans l'ensemble, ces actions sont en cohérence avec les priorités du Maroc, qui vise à améliorer la qualité de vie de ses citoyens tout en garantissant l'égalité des chances pour tous.

Le Danemark, à travers l'UNFPA et le projet ACCESS, est honoré de contribuer à cet effort collectif.

> **Nous apprécions profondément cette coopération avec le Maroc et sommes convaincus qu'elle sera essentielle pour atteindre nos priorités communes.**
>
> **Berit Basse**

Pourriez-vous nous citer des moments clés ou des réussites qui illustrent la valeur ajoutée de ce partenariat tripartite avec l'UNFPA et le gouvernement marocain ?

Le partenariat tripartite avec l'UNFPA et le gouvernement marocain a permis plusieurs réussites notables.

L'une des plus importantes a été le renforcement des capacités des structures de santé locales pour améliorer l'accès aux soins de santé reproductive et maternelle, notamment dans les régions rurales.

A Beni Mellal j'ai eu le plaisir de visiter les activités du projet ACCESS dans l'amélioration des services offerts en matière de santé sexuelle et reproductive.

J'étais honorée d'y rencontrer les étudiantes sages-femmes de L'Institut Supérieur des Professions Infirmières et Techniques de Santé qui ont partagé leurs méthodes innovantes pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive et lutter contre la violence fondée sur le genre et qui ont un impact fondamental sur la réduction des décès maternels et néonatales évitables.

Ces actions illustrent bien la valeur ajoutée de cette coopération tripartite pour répondre aux besoins urgents des femmes et des jeunes tout en renforçant les capacités nationales du Maroc.

Quelles sont les perspectives de développement que vous envisagez pour le Maroc, et comment votre soutien pourrait-il contribuer à la réalisation d'autres projets structurants et innovants à long terme ?

Le Maroc a des perspectives de développement très prometteuses, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'égalité de genre et de la durabilité environnementale.

Le Danemark souhaite continuer à soutenir le Maroc dans ces domaines clés, notamment à travers des initiatives partagées comme le Programme de Partenariat Dano-Arabe, ainsi que nos coopérations bilatérales dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de statistiques.

À long terme, le soutien du Danemark pourra continuer à accompagner le Maroc dans la réalisation de ses objectifs de développement durable, en ligne avec ses priorités nationales.

Nous apprécions profondément cette coopération avec le Maroc et sommes convaincus qu'elle sera essentielle pour atteindre nos priorités communes.

Nous sommes très heureux de notre coopération avec l'UNFPA, une organisation importante qui fait un travail inestimable au Maroc et ailleurs, et nous espérons poursuivre ce partenariat à l'avenir.

Étudiantes sages-femmes

Un engagement inspirant pour la santé des femmes et des familles

Rendre visible le parcours des sages-femmes

Fatima zahra, sage-femme

« La sage-femme intervient dans les consultations obstétricales, le suivi des grossesses, la planification familiale, le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, ... On est polyvalentes »

Fatima Zahra

On ne peut pas aborder l'univers des femmes et des filles et de leur santé sexuelle et reproductive, sans parler de la profession sage-femme, un engagement singulier qui reste souvent à l'ombre alors qu'il plonge dans l'intimité de la vie humaine, de la puberté à la ménopause et au-delà.
« Pendant une dizaine d'années, j'assurais une moyenne de 30 à 40 accouchements par garde sans compter les admissions et les urgences » dit Mina, sage-femme reconvertie à l'enseignement à l'ISPITS de Beni-Mellal.
Loubna, qui enseigne maintenant à l'ISPITS de Marrakech connait aussi le rythme intense des salles d'accouchements après avoir travaillé pendant plusieurs années dans la maternité de référence à l'hôpital provincial de Beni-Mellal.

« Cette expérience m'a rendue plus résiliente », confie Mina, qui, comme Loubna et d'autres enseignantes sages-femmes, porte aujourd'hui la responsabilité d'assurer une meilleure préparation des nouvelles générations à un métier pas comme les autres.
Le premier défi auquel elles font face reste intimement lié à l'image de la profession. En effet, malgré la diversité de ses interventions, l'image de la sage-femme a toujours été liée à l'accouchement. En dépit de son action sur le terrain, beaucoup de femmes et de filles ne savent toujours pas qu'elles peuvent avoir recours à elle pour l'ensemble des questions relatives à leur santé sexuelle et reproductive.

« Pendant une dizaine d'années, j'assurais une moyenne de 30 à 40 accouchements par garde sans compter les admissions et les urgences »

Mina

Un éventail d'interventions

« La sage-femme intervient dans les consultations obstétricales, le suivi des grossesses, la planification familiale, les classes des mères, le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus et même le suivi médico-légal en cas de violences sexuelles. On est polyvalentes », déclare fièrement Fatima Zahra, sage-femme dans un Centre de Santé à Beni-Mellal.

Dans une initiative appuyée par l'UNFPA, dans le cadre du Projet ACCESS soutenu par le Ministère des Affaires Etrangère du Danemark, le premier Healthaton des sages-femmes à l'ISPITS de Beni-Mellal a permis de dresser un nouveau portrait de la sage-femme.

Nous avons utilisé le dessin, le jeu et le théâtre pour informer la nouvelle génération des étudiantes sur la large mission des sages-femmes » , précise Mina.

Asmâa, l'une de ces étudiantes, estime que l'approche par le théâtre rend la communication fluide sur des sujets sensibles comme les infections sexuellement transmissibles. Sa camarade Safae a également apprécié cette approche qui a permis de mettre en lumière l'importance de l'éducation à la santé sexuelle et reproductive.

Sur le plan pratique, Asmâa a gagné en confiance. « Les stages en milieu hospitalier m'ont permis de me confronter tôt à la réalité de la pratique. Le plus marquant a été la rencontre avec une mère célibataire très jeune. Un enfant qui donne la vie à un autre enfant », confie-t-elle.
Si ce premier contact avec l'environnement de la pratique est fortement bénéfique, il reste encore bien des efforts pour surmonter le second défi de la capacité d'agir tout le long du cycle de vie pour une meilleure santé sexuelle et reproductive des jeunes et des femmes.

Fouzia, sage-femme

Autonomisation et leadership

Fraichement diplômées, de nombreuses sages-femmes sont souvent affectées en milieu rural et font face dès le début de leur carrière à des situations qui demandent au-delà de leurs compétences professionnelles, de grandes capacités personnelles d'adaptation.

En effet, le Projet ACCESS a soutenu un processus de renforcement des capacités des sages-femmes en mettant l'accent sur le développement personnel, les soft skills, l'estime de soi ainsi que la gestion du stress et de conflits.

Zakia sage-femme

Imane, sage-femme avec les étudiantes de Dar Taliba, Taza

« Le leadership permettra aux sages-femmes une meilleure intégration dans leur milieu de travail et rendra leur action plus visible »

Meriam

Au cœur de ce processus figure le leadership, une compétence clé que Loubna propose d'aborder dès la formation initiale des étudiantes sages-femmes et de l'entretenir tout au long de leur carrière afin de s'adapter à une profession en perpétuel changement dans un monde en évolution.

Meriem, sage-femme

« Le leadership permettra aux sages-femmes une meilleure intégration fluide avec un esprit d'équipe dans leur milieu de travail et rendra leur action plus visible, et plus complète » confirme Mariam, sage-femme et infirmière cheffe au service mère-enfant à l'hôpital Ibn Zohr à Marrakech.

Parallèlement à leurs actions sur le terrain et à la préparation des nouvelles générations qui prendront le relais, les sages-femmes sont aussi partie prenante au sein des institutions pour l'opérationnalisation d'actions structurelles visant à répondre au troisième défi de toucher les populations les plus vulnérables.

Pour ne laisser personne pour compte

« Mon combat pour la sage-femme ne s'est jamais éteint même en étant éloignée des salles d'accouchement » déclare Imane, point focal des programmes de santé maternelle et néonatal à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de la Région de Fès-Meknès.

Mettant son expertise de plus de 15 ans au service de la santé reproductive, Imane explore aujourd'hui de nouvelles initiatives au profit des filles rurales.

« J'ai découvert que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive peut éviter des tragédies humaines alors j'en ai fait mon autre combat » confie-t-elle.

Des initiatives appuyées dans le cadre du Projet ACCESS, à l'internat d'El Hajeb et à Dar Taliba de Galdamane dans la région de Taza, ont permis de sensibiliser plusieurs groupes de jeunes filles qui habitent loin de leurs familles sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la santé sexuelle et reproductive .

« Je transmets ce que j'apprends des sages-femmes et médecins lors des ateliers de formation sur la santé sexuelle et reproductive, »

Nawal

Des sujets que les filles discutent pour la première fois, explique Fatima Zahra, collégienne de 15 ans. Parallèlement, environ 2500 kits menstruels ont été mis à leur disposition, pour faire face à la précarité menstruelle.

Ihsane et Nadia, adolescentes de 14 et 15 ans soulignent qu'à la puberté les filles sont livrées à elles même en ce qui concerne la menstruation. « La sage-femme nous a facilité les informations. Je n'ai plus honte de la menstruation et le kit est un cadeau précieux » ajoute Nadia.

Imane espère inscrire cette action dans la durée. Pour elle, les modèles qui se développent à l'adolescence sont susceptibles de persister pendant toute la vie adulte.

D'autres rencontres ont été dédiés au mariage d'enfants avec une grande mobilisation des différents intervenants pour sensibiliser sur cette pratique néfaste qui subsiste dans les localités les plus éloignées du pays.

Quand il s'agit d'accompagner l'évolution des normes sociales, les sages-femmes ouvrent la voie de travail conjoint avec des personnes relais leur permettant de répondre au quatrième défi d'agir en proximité avec les communautés.

Un engagement communautaire

Dans une initiative appuyée par le Projet ACCESS, Nawal, une de ces relais communautaires travaillant avec l'OPALS, sillonne les milieux défavorisés pour sensibiliser sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA et le dépistage du cancer de l'utérus et informe sur l'accès aux soins de santé gratuits.
" Je transmets ce que j'apprends des sages-femmes et médecins lors des ateliers de formation, pour orienter les femmes et les filles vers les structures de santé afin de bénéficier des prestations liées à la santé sexuelle et reproductive ", précise-t-elle.

Siham, sage-femme

Lancée à Laâyayda dans la région de la ville de Salé, cette initiative a impliqué aussi bien des femmes relais marocaines que des migrantes de l'Afrique Subsaharienne. Une série de campagnes pluridisciplinaires est organisée en faveur de cette communauté en mettant à leur disposition des kits d'hygiène menstruelle, et des messages d'information, éducation et information.

Maryam qui figure parmi ces femmes migrantes, est un modèle de résilience. Ayant subi la mutilation génitale féminine dans son pays d'origine à l'âge de 8 ans, elle s'engage aujourd'hui pour mieux informer les communautés migrantes sur l'impact dévastateur de cette pratique préjudiciable et encourager à son abandon pour un meilleur avenir pour les femmes et les filles.

Maryam, femme migrante

Hasna sage-femme

Mettre fin aux décès maternels évitables :

Des stratégies pour sauver les femmes et les nouveau-nés

Nouveau-né

« De nombreuses femmes peuvent faire le suivi de leurs grossesses auprès des structures de santé, beaucoup continuent d'opter pour l'accouchement à domicile »

Hasna

« Je me souviens de ce jour où une jeune femme, enceinte de son premier enfant, est arrivée trop tard à la maison d'accouchement. Le bébé qu'elle portait était mort, victime d'une détresse fœtale ».

Ce moment, lourd et silencieux, reste marqué dans la mémoire de Hasna, sage-femme dans la maison d'accouchement d'El Ksiba, nichée au pied des montagnes à une cinquantaine de kilomètres de Béni Mellal.

Hasna explique que si de nombreuses femmes peuvent faire le suivi de leurs grossesses auprès des structures de santé, beaucoup continuent d'opter pour l'accouchement à domicile.

Quand elles font face à des complications, ces femmes prennent le risque d'arriver trop tard en milieu surveillé.

Dans de nombreuses localités, cette réalité est alarmante. Une étude de prévalence des accouchements à domicile, conduite par la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de Beni-Mellal-Khénifra avec l'appui de l'UNFPA dans le cadre du Projet ACCESS, soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, révèle que la quasi-majorité des femmes (97%) de la commune d'Ait Abbas accouchent à domicile.

« Ce chiffre est alarmant et l'étude identifie plusieurs facteurs », explique Abdessalam Kardoudi, Docteur en Biologie et enseignant chercheur à l'ISPITS de Beni-Mellal.

Il y a plusieurs facteurs à prendre en compte, notamment les spécificités culturelles propres à la communauté, l'isolement géographique dû à l'éloignement et à la difficulté d'accès à la commune, située en zone montagneuse, ainsi que la structure décisionnelle locale, où certains acteurs jouent un rôle influent dans les choix familiaux et communautaires.

« Avec un personnel expérimenté dans un lieu de santé bien équipé, je suis entre de bonnes mains, »

Soukaina

Il précise que lors des entretiens effectués, les participantes à l'étude déclarent que la préférence pour les accouchements à domicile se justifie par la crainte de l'orientation vers un hôpital de référence à Azilal ou Beni-Mellal, ce qui représente un coût difficilement supportable par les familles.

« Un audit sur la mortalité néonatale dans la région a révélé 442 décès en 2022. Ce chiffre élevé est lié pour la majorité à des femmes issues du milieu rural et qui ont été référées suite à une complication constatée lors de tentatives d'accouchement à domicile », ajoute Abdessalam.

Une feuille de route pour sauver des vies

Cet enseignant chercheur souligne que les recommandations formulées au terme de cette étude insistent sur le recrutement de plus de relais communautaires, acteurs clés de sensibilisation sur la santé maternelle et communautaire notamment au niveau des régions montagnardes. A cela s'ajoute, toujours selon la même source, l'autonomisation des femmes, l'encouragement de la scolarisation des filles, la lutte contre le mariage d'enfants et les grossesses des adolescentes et le développement local, nécessitant l'implication de différents intervenants dans le cadre d'une approche holistique.

De son côté, Hasna continue d'encourager les femmes à faire des choix éclairés par rapport à leur santé maternelle.

« Je leur explique que chaque accouchement est particulier et que certaines complications peuvent être fatales »,

Maman avec ses enfants

Elle se réjouit qu'il y a une certaine prise de conscience de l'importance du suivi des grossesses et des accouchements en milieu surveillé, où la prise en charge est gratuite.

« J'ai fait le suivi de ma grossesse depuis les premiers mois avec la sage-femme dans la maison d'accouchement. Elle me recevait pour consultations et échographies et me donnait des conseils en matière d'hygiène et d'alimentation », souligne Soukaina, une jeune maman de 23 ans.

Soukaina a rejoint la maison d'accouchement d'El Ksiba, où elle a donné naissance en toute sécurité à son premier bébé.

« Avec un personnel expérimenté dans un lieu de santé bien équipé, je suis entre de bonnes mains », ajoute-t-elle.

Farida sage-femme avec un nouveau-né

Zakia sage-femme

Hasna, qui a accompagné Soukaina, insiste sur l'importance d'un suivi précoce des femmes enceintes dès le début de leur grossesse.

> La quasi-majorité des femmes (97%) de la commune d'Ait Abbas accouchent à domicile. « Ce chiffre est alarmant et l'étude identifie plusieurs facteurs »
>
> **Abdessalam**

Sanae, sage-femme avec une patiente

Ce suivi régulier permet de surveiller le bon déroulement de la grossesse, d'assurer le développement optimal du fœtus et de garantir un accouchement dans des conditions sécurisées.

« Le suivi constitué de consultations régulières et de différents examens permet de dépister les éventuelles complications aussi bien pour la maman que le fœtus et la mise en place en cas de besoin d'une surveillance précoce et adaptée.

Et au-delà permettre aux mamans de vivre en toute sécurité, des instants de bonheur en accueillant leurs bébés », conclut-elle.

Une approche holistique

La mortalité maternelle et néonatale revêt une grande importance lors des réunions de Task force, organisée par la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale à Tanger, dans le cadre de l'appui du Projet ACCESS.

« La task force permet de réunir différents intervenants représentant les secteurs de la santé, du social, des autorités locales et de la société civile, autour des questions relatives à la santé reproductive, notamment la question des décès maternels », explique Mohammed Boutmine, point focal des programmes de santé maternelle, à la Direction Régionale du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale à la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima.

Les recommandations insistent, entre autres, sur les actions de sensibilisation, de formation et la qualité des soins pour éradiquer cette problématique.

Dans cette initiative, s'inscrit la mise en place d'un Prix régional de qualité en santé sexuelle et reproductive qui a permis de récompenser trois établissements de soin de santé primaire ayant respecté les critères d'inclusion et excellé dans la prise en charge de qualité des usagers.

> « La task force permet de réunir différents intervenants représentant les secteurs de la santé, du social, des autorités locales et de la société civile, autour des questions relatives à la santé reproductive, notamment la question des décès maternels »
>
> **Mohammed**

Dr. Hafida Yartaoui, médecin généraliste, défend, quant à elle, le renforcement des capacités des femmes à contrôler leur santé en toute autonomie à travers l'approche du self-care, objet d'un partenariat entre l'UNFPA et l'OPALS dans le cadre du Projet ACCESS.

« L'enjeu est l'autonomie des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive. Et c'est dans ce sens qu'intervient l'adaptation au Maroc du Disque de l'OMS sur le self-care en santé sexuelle et reproductive », précise cette ancienne Cheffe de Division de la planification familiale au sein du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale.

Ce disque présente aussi les critères de recevabilité médicale pour l'adoption de méthodes contraceptives.

Il permet ainsi aux prestataires de la planification familiale de recommander des méthodes de contraception sûres et efficaces aux femmes présentant des pathologies ou des caractéristiques pertinentes du point de vue médical.

Pour Dr Hafida Yartaoui, donner accès à un large choix de contraceptifs, c'est offrir aux femmes le pouvoir de mieux planifier leurs grossesses et leur avenir.

Dr Hafida

Maman avec son nouveau-né

Amina sage-femme

Éradication du cancer du col de l'utérus :

Une ambition à portée de main grâce au dépistage précoce

Khadija

« Quand on m'a annoncé que j'avais un cancer du col de l'utérus, tout ce à quoi j'ai pensé, c'était la mort. En un instant, je ne voyais que mes enfants. Mais surtout ma Benjamine, qui venait tout juste d'avoir 2 ans et demi »

Khadija

« Quand on m'a annoncé que j'avais un cancer du col de l'utérus, tout ce à quoi j'ai pensé, c'était la mort. En un instant, je ne voyais que mes enfants. Mais surtout ma Benjamine, qui venait tout juste d'avoir 2 ans et demi », confie Khadija, une femme de 40 ans.

Khadija n'avait jamais remarqué de signes alarmants. C'est sur les conseils de la sage-femme, Amina, qu'elle avait décidé de faire un test de dépistage du human papillomavirus (HPV).

Souad était encore une jeune femme de 27 ans quand sa vie a basculé après la découverte d'une infection au HPV, un facteur de risque majeur pour le cancer du col de l'utérus.

« J'avais très peur, mes deux filles n'avaient à l'époque que 7 et 3 ans », se rappelle-t-elle.

« L'accompagnement de Amina m'a beaucoup aidé pour prendre la bonne décision de me soigner », ajoute Souad.

A 30 ans, Bouchra venait d'avoir un enfant quand on l'a diagnostiqué.

« Je pleurais tout le temps en regardant mon bébé de 4 mois et ma fille de trois ans », se rappelle Bouchra avec grande émotion.

Khadija, Souad et Bouchra faisaient partie d'une centaine de femmes ayant bénéficié gratuitement du test du HPV mis à la disposition par le Centre de Référence et de détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus à Salé dans le cadre du Projet ACCESS, mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark.

« Le Cancer du col de l'utérus est souvent asymptomatique »

Amina

Le chemin de la guérison

« Sur 125 femmes bénéficiaires de ces tests que nous avons reçues, il y avait 15 diagnostiquées positives. 14 femmes ont accepté de suivre leurs traitements et se sont rétablies au bout d'une année. Une seule a refusé malgré beaucoup de tentatives », raconte Amina, qui assure le rôle de responsable de la santé maternelle, de la planification familiale et du dépistage précoce du cancer du col de l'utérus au centre de santé Bouknadel.

Amina déplore le fait que de nombreuses femmes, une fois diagnostiquées, disparaissent du système de soins par peur ou par méfiance.
« Le cas de cette femme qui a renoncé aux soins il y a deux ans me hante encore aujourd'hui. C'est une situation qui me reste en travers de la gorge », confie-t-elle avec émotion.

Sage-femme en salle d'accouchement depuis 2013, Amina a accompagné des centaines de femmes, dont beaucoup, par manque d'accès à un suivi régulier, sont exposées à un risque accru de développer un cancer lié à leur santé reproductive.

« Je conseille le dépistage depuis mes débuts en tant que sage-femme à Tata et par la suite à Bouknadel. Ce type de cancer est souvent asymptomatique et les symptômes n'apparaissent qu'une fois la tumeur déjà développée », explique-t-elle.

Khadija, qui a poursuivi les soins à la Fondation de lutte contre le Cancer de Tabriquet, se réjouit de sa rémission complète. Elle n'hésite pas à partager son expérience et à inciter les femmes à faire le dépistage et le diagnostic précoce.
« Parler de la maladie a été salutaire pour moi » , ajoute-t-elle.

Souad a aussi décidé d'affronter la maladie avec courage.

« En plus de ma foi, ce qui m'a le plus aidé, c'est l'appui psychologique précieux de Amina et celui des autres professionnels de santé de la Fondation de lutte contre le Cancer » , explique-t-elle.

Souad

Souad confie que le dépistage précoce a sauvé sa vie. Sereine et apaisée, elle a accueilli il y a quelques semaines une petite fille, qu'elle a appelé Hidaya.

Au bout de quelques mois, Bouchra a aussi retrouvé le chemin de la guérison et son sourire. Elle confie que cette expérience l'a rendue plus résiliente.

L'importance de la prévention

Pour Amina, les femmes ne devraient pas attendre des signes pour faire le dépistage. Le cancer du col de l'utérus est complexe, silencieux et invasif. Mais, il est curable, s'il est détecté à temps.

Elle insiste sur l'accompagnement médical et psychologique pour permettre aux femmes de mieux vivre leur traitement et affronter leurs peurs.

Bouchra

Farida et Sanae, sages-femmes

« Je recommande vivement de vacciner les filles contre le HPV avant la puberté. Pour ma propre fille, j'ai pris cette décision il y a un an, lorsqu'elle avait 11 ans. Je lui ai expliqué l'importance de cette protection, et je n'hésiterai pas à faire de même pour mes deux jumelles dès qu'elles atteindront cet âge » , précise-t-elle.

> « Elles ne savent pas souvent où aller et quoi faire en cas de suspicion de cancer »
>
> **Mustapha Bounadi**

Mustapha

Le Projet ACCESS a également appuyé la célébration du mois Octobre Rose, une occasion qui a été saisie pour l'évaluation des programmes de dépistage du cancer de sein et du col de l'utérus et pour mettre en place le circuit de prise en charge thérapeutique des personnes dépistées.

« Elles ne savent pas souvent où aller et quoi faire en cas de suspicion de cancer », explique Mustapha Bounadi, point focal des programmes de santé à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de Beni-Mellal-Khénifra.

« L'implication des étudiants de l'ISPITS de Beni-Mellal : sages-femmes et infirmiers polyvalents dans la célébration d'Octobre Rose, s'inscrit dans le cadre de l'éducation à la santé », précise-t-il.

Ces futurs professionnels de santé auront un rôle clé dans la prévention des cancers notamment celui du col de l'utérus dont l'éradication est possible.

Rabiaa

Yasmine

Autonomisation des personnes en situation de handicap

Une collaboration pour favoriser l'inclusion

Yasmine et Karima, sa maman

« Il n'est pas facile d'expliquer à une fille autiste les règles et leur inconfort »

Karima

« Lorsqu'un enfant est diagnostiqué autiste, cela peut amener des changements dans la vie de la famille, en particulier pour lui permettre un meilleur accompagnement dans des domaines comme l'éducation et la sexualité », dit Karima, maman de Yasmine, une jeune fille autiste.
Devant sa volonté d'assurer à sa fille l'accès à une éducation à la sexualité adaptée et respectueuse de son développement et de son autonomie, Karima avait besoin d'un soutien approprié et de ressources pour accompagner son enfant de manière positive.
« Il n'est pas facile d'expliquer à sa fille autiste les règles et leur inconfort », précise Karima.
Visant à assurer un soutien adéquat, une initiative appuyée par l'UNFPA a été le lancement de SHAGA, la première application mobile dédiée aux jeunes avec autisme abordant les questions relatives à leur santé et leur bien-être.

Karima explique que l'application a aidé sa fille à devenir plus autonome dans la gestion de ses menstruations, des symptômes et des flux d'humeurs.

Protection et autonomie

« Aujourd'hui, Yasmine reçoit des notifications à l'approche de ses règles, et cela lui permet de mieux pour se préparer », ajoute-t-elle.
« J'avais un calendrier collé dans mon placard et à chaque fois j'entourais les dates de mes règles. Aujourd'hui, avec l'application, j'ai des rappels et c'est facile », se réjouit Yasmine.

En tant que développeur Web et maman d'une fille autiste. Karima avait contribué au contenu de l'application, en se basant sur ses expériences et son vécu.

« Nous avons une demande pour traduire l'application en anglais pour des pays africains et arabes et pour élargir son accessibilité aux non-voyants et aux autres handicaps »

Afaf

« L'application est importante pour sortir les familles de l'isolement. Elle comprend des informations sur la santé et la prévention contre la violence et les abus sexuels à travers des articles, vidéos, pictogrammes et illustrations », décrit Karima.

À travers des articles et des illustrations soigneusement conçus, SHAGA est une ressource pédagogique qui propose aux jeunes avec autisme des informations adaptées concernant leur santé sexuelle et reproductive. Elle offre aussi un accès sécurisé à la sensibilisation, englobant notamment la prévention contre la violence et les abus.

Une collaboration multipartite

Capgemini a contribué au développement de cette plate-forme digitale gratuite et simple et le Projet ACCESS soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark a élargi la portée de son utilisation.

Au-delà de son utilité directe pour les personnes autistes et pour leurs familles, cette application constitue également une source de données fiables permettant des analyses précises sur l'autisme.

Afaf, présidente du Collectif Autisme Maroc qui a accueilli cette initiative explique l'impact de cette collaboration qui a permis de collecter des données statistiques sur l'autisme au niveau de Tanger, Rabat et Marrakech, d'élaborer un plan intersectoriel d'autisme et de créer un centre documentaire.

« Nous avons une demande pour traduire l'application en anglais pour des pays africains et arabes et pour élargir son accessibilité aux non-voyants et aux autres handicaps », ajoute Afaf.
Parallèlement, et suite à un processus de renforcement des capacités de personnes autistes, une vingtaine parmi elles se sont engagées pour plaider auprès des décideurs pour leurs droits à une vie digne sans exclusion et sans violence.

Afaf

Des familles sur la voie de la résilience

Toutes les familles ne parviennent pas à faire face aux défis liés à avoir un enfant en situation de handicap, et beaucoup vivent un profond désarroi face à un diagnostic complexe et aux responsabilités qui en découlent.

Ces défis, souvent imprévus et difficiles à anticiper, peuvent susciter des sentiments d'impuissance, de peur ou d'isolement.

Certains parents, submergés par l'ampleur des besoins spécifiques de leur enfant, peuvent se sentir dépassés ou mal préparés pour affronter cette nouvelle réalité.

Hatim et Nadia, sa maman

Yazid et Hayat, sa maman

« Les conséquences d'un abus sexuel peuvent être énormes aussi bien sur les personnes survivantes que pour leurs familles, souvent rongés par la culpabilité et la honte ».

Dr. Zahira

Après une opération chirurgicale difficile pour son enfant de 4 mois, qui présente une paralysie cérébrale, Hayat se réjouit de l'accompagnement de Madame Mbarka, Responsable de l'unité de l'infirmité motrice cérébrale au Centre National Mohammed VI pour les Handicapés (CNMH).

Cet appui qui a beaucoup aidé son fils à accepter son handicap, à évoluer et même à danser avec sa chaise roulante lors d'un spectacle.

Dr. Zahira

De la vulnérabilité à l'épanouissement

L'accompagnement de qualité est transformateur pour l'ensemble des personnes en situation de handicap et pour leurs familles, particulièrement pour renforcer leur sécurité, leur inclusion et le plein respect de leurs droits fondamentaux, quand il s'agit de cas d'abus sexuels.

Psychologue clinicienne au CNMH, Dr. Zahira Sajid précise que les conséquences d'un abus sexuel peuvent être énormes aussi bien sur les personnes survivantes que pour leurs familles, souvent rongés par la culpabilité et la honte.

« Une fille, qui présente un léger handicap intellectuel, est venue accompagnée de son père après avoir subi un acte de violence sexuelle perpétué par un jeune homme qui l'a abordé dans la rue et l'a invité chez lui sous prétexte de la présenter à sa mère », se rappelle Dr. Sajid.

Elle se souvient également du cas d'une jeune fille de 16 ans, victime d'une agression sexuelle commise par l'épicier du quartier, qui a ensuite pris la fuite.

« La mère, profondément affectée par cette situation, avait initialement envisagé la solution du mariage pour préserver l'honneur de sa famille » ,déplore-t-elle.

« Les initiatives lancées avec l'appui du Projet ACCESS couvrent entre autres la mise en place d'une cartographie des services et d'accès aux services de prise en charge pluridisciplinaire santé-éducation ainsi que la mise en place d'une Unité fonctionnelle d'information et d'orientation ».

Dr Khalid

Cependant, grâce à un accompagnement adapté, ces jeunes personnes et leurs familles ont été orientées vers un soutien médical, psychosocial et juridique.

Dans une initiative appuyée par l'UNFPA dans le cadre du Projet ACCESS conduit avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, le CNMH a été accompagné pour la mise en place de mesures de protection adéquates pour les personnes en situation de handicap, qui peuvent être plus exposées à des risques de violence en raison de leur vulnérabilité sociale.

« Avec l'appui de l'UNFPA, nous avons développé un dispositif pour pouvoir accompagner les survivantes à la violence et travailler avec les autres intervenants tels que les juristes », précise-t-elle.

Les survivantes peuvent aussi être intégrées dans un projet de vie visant à favoriser leur autonomie et leur épanouissement personnel.

Dr Khalid Benhassan, Directeur du CNMH rappelle pour sa part, l'impact du partenariat avec l'UNFPA sur la promotion de la santé reproductive, le bien-être des personnes en situation de handicap et leur participation dans les plaidoyers auprès des décideurs.

Il explique que les initiatives lancées avec l'appui du Projet ACCESS couvrent la mise en place d'une cartographie des services et d'accès aux services de prise en charge pluridisciplinaire santé-éducation et la mise en place d'une Unité fonctionnelle d'information et d'orientation.

Dr. Khalid

S'ajoute à cela la sensibilisation sur les droits à la santé reproductive, la prévention de violence basée sur le genre, la promotion de l'égalité de genre, l'autonomisation des jeunes et des femmes et un Master en "Santé-Handicap" en collaboration avec la Faculté des Sciences de l'Éducation pour mieux outiller les professionnels.

Enfants en situation de handicap

Jeunes filles et garçon, Amezmiz

Précarité menstruelle et mariage d'enfants

Des synergies de la société civile brisent la chaîne de l'exclusion

Jeunes filles de Dar Taliba, Taza

"Bien que les mentalités ont évolué, les conséquences désastreuses de la gestion de l'hygiène menstruelle sur la scolarisation des filles sont encore trop souvent sous-estimées " explique Karima Ghanem, présidente du Centre International de Diplomatie (ICD). Pourtant, chaque mois, nombreuse sont les filles qui se retrouvent contraintes de manquer l'école, faute de protections hygiéniques ou d'infrastructures adaptées.

Cette réalité, ignorée ou minimisée, perpétue les inégalités et compromet l'avenir de ces jeunes filles. " L'impact est important sur l'avenir des jeunes filles. et leur place dans la société. L'abandon de l'école peut aussi les exposer au mariage d'enfants " , ajoute Karima.

Ghizlane en sait quelque chose. Mariée à 16 ans, elle a eu son premier enfant une année plus tard. Quand elle a divorcé, elle avait déjà trois filles à sa charge.

« La reconstruction n'a pas été facile », déplore-t-elle. Aujourd'hui facilitatrice à Project SOAR, elle a collaboré dans le cadre du Projet ACCESS, mis en oeuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, pour la conduite d'une campagne de sensibilisation sur le mariage d'enfants qui reste l'un des défis les plus persistants.

" Nous avons constaté que beaucoup de jeunes ignorent les conséquences désastreuses du mariage d'enfants " confie Kaotar qui a participé à la campagne qui a fini par toucher 17 établissements scolaires et Dar Taliba dans la région d'Al Haouz.

> « L'impact de la précarité menstruelle est important sur l'avenir des jeunes filles et leur place dans la société. L'abandon de l'école peut aussi les exposer au mariage d'enfants »
>
> **Karima**

> «Je savais que le phénomène est courant surtout dans le monde rural, mais je ne m'attendais pas à apprendre que la région d'Al Haouz soit aussi lourdement touchée ».
>
> **Yasmine**

Yasmine, une lycéenne de 16 ans qui a pris part aux actions de cette campagne, reconnaît qu'elle a été choquée par les chiffres sur le mariage d'enfants dans sa région natale. " Je savais que le phénomène est courant surtout dans le monde rural, mais je ne m'attendais pas à apprendre que la région d'Al Haouz soit aussi lourdement touchée ", indique-t-elle.

En plus des filles, la campagne a également touché des jeunes garçons pour élargir la portée de la sensibilisation. " J'ai apprécié que les garçons soient invités aussi parce que la question nous concerne tous ", dit Rayane, un jeune participant de 16 ans qui s'est engagé à rejoindre le plaidoyer.

Briser le silence sur l'hygiène menstruelle

Hormis l'activation digitale, ces jeunes lycéens ont également pris part à des sessions de sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la santé sexuelle et reproductive, conduites par ICD dans le cadre du Projet ACCESS.

Lors de ces sessions, l'art et la culture ont été utilisés comme moyens pédagogiques pour sensibiliser sur la santé menstruelle et son impact sur les droits, la violence basée sur le genre et le mariage d'enfants.

" J'étais au début un peu gêné. J'ai toujours pensé que la menstruation est une affaire de filles ", raconte Souhail.

" Aujourd'hui, je comprends mieux les difficultés rencontrées par les filles lors du cycle menstruel et l'impact du manque d'infrastructures spécifiques et des produits d'hygiène", ajoute-t-il.

" L'approche adoptée nous a fait comprendre l'importance de parler sans honte des sujets liés à notre santé. Nous avons mieux compris le cycle menstruel et l'hygiène personnelle à travers les images et les caricatures ", complète Insaf.

Ghizlane

Cette synergie entre les partenaires de la société civile du Projet ACCESS a été amplifiée avec une grande mobilisation dans le chantier des réformes législatives, à travers des rencontres d'échange et de partage de l'information et des bonnes pratiques, des sessions de sensibilisation et des actions conjointes de plaidoyer.

La collaboration avec les institutions, notamment le Ministère de l'Education Nationale, du Préscolaire et du Sport et l'implication des jeunes générations a également permis de mettre en lumière l'importance de la voix des jeunes filles pour garantir leur protection et assurer leur autonomisation.
Anas Saadoun, Docteur en Droit et Membre du Club des Juges Marocains, ajoute que la mobilisation de la société civile contre le mariage d'enfants et l'intérêt grandissant du gouvernement par rapport à la question à travers de nombreuses activités de sensibilisation ciblant principalement les juges,

Souhail

Jeunes filles de Azilal

les avocats, les professionnels du système judiciaire et la société civile, en plus des jeunes filles elles-mêmes, ont été derrière une baisse significative du nombre de demandes présentées aux tribunaux concernant le mariage des filles, et une baisse du nombre d'autorisations accordées par les tribunaux, avec des décisions de rejet de la demande atteignant près de la moitié.

> « L'installation de ce distributeur a réellement changé notre quotidien. Je ne suis plus en détresse quand j'ai mes règles »
>
> **Aya**

Distributeur comprenant des kits pour l'hygiène menstruelle

Lutter contre la précarité menstruelle

Parallèlement aux actions de sensibilisation et de plaidoyer, le Projet ACCESS a aussi engagé des actions de terrain pour contribuer à atténuer la précarité menstruelle.
Un distributeur comprenant des kits pour l'hygiène menstruelle a ainsi été installé à une Dar Taliba de Taounate.

" L'installation de ce distributeur a réellement changé notre quotidien. Je ne suis plus en détresse quand j'ai mes règles. Cela me permet aussi d'économiser un peu d'argent pour couvrir les frais de transports le week-end en rentrant chez moi ", indique Aya, une jeune élève de 15 ans. " La directrice nous a expliqué comment s'en servir en cas de besoin ", ajoute sa camarade Malak, 14 ans.

Bouchra, la directrice de Dar Taliba, indique que cette initiative permet de soutenir les filles les plus vulnérables, vivant loin de leurs familles.

Elle précise que les filles sont souvent stressées en classe pendant leur période de menstruation et peuvent manquer leurs cours par manque de produits hygiéniques.

" Ces kits offerts gratuitement leur permettent d'être à l'aise en classe et contribuent à améliorer leur santé et bien-être ", se réjouit Bouchra.

Elle ajoute que cette initiative a été l'occasion de libérer la parole sur la menstruation en encourageant les filles à s'exprimer sans honte.

Ces actions représentent un leviers pour l'émancipation des jeunes filles vers un monde où l'autonomie et la dignité leur sont assurées.

Islam

Soujoud

Séisme d'Al Haouz

Comment les femmes et les jeunes filles vivent la reconstruction

Hanane, Soujoud et Safae

> « On courrait sans réfléchir vers nulle part alors que la terre tremblait sous nos pieds nus. On était essoufflés et épuisés mais vivants»
>
> **Hanane**

« On courrait sans réfléchir vers nulle part alors que la terre tremblait sous nos pieds nus. On était essoufflés et épuisés mais vivants » nous raconte Hanane.

Cette jeune fille de 15 ans qui vit au village d'Aghbalou en pleine montagne, se souvient du séisme de septembre 2023 qui a chamboulé les vies et les familles.

« Nous avons vécu des moments terribles lors du séisme d'Al Haouz avec la perte de nos proches, notre maison et une partie de notre histoire familiale. La douleur et la peur sont toujours là, » ajoute Hanane.

Tous ceux qui y ont survécu au séisme savent que la région d'Al Haouz a changé à jamais et s'accrochent à un espoir pour une vie meilleure.

Hanane a repris ses études et elle s'est installée dans la Dar Taliba à Amezmiz. La rencontre avec d'autres jeunes filles dans le cadre des ateliers de Project SOAR appuyés par l'UNFPA dans le cadre du Projet ACCESS soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, l'a beaucoup aidé.

« Je sais que j'ai des capacités et que je ne peux changer les choses positivement qu'en s'accrochant aux études. Je sais aussi que j'ai des droits comme les garçons et que je dois les faire prévaloir » ajoute-t-elle.

Safae se remémore également les moments de panique avec sa famille. « Les ruelles étaient étroites et on marchait pieds nus sur les débris. C'était encore plus dur de porter notre arrière-grand-mère très âgée et de traverser tout un quartier en ruine », raconte-t-elle.

> « Mon père et mon frère de 19 ans sont toujours traumatisés par le séisme »
>
> **Soujoud**

Pour Safae, le séisme est une leçon de vie. « On pensait être seuls dans notre détresse mais l'élan de solidarité nous a permis de retrouver le sourire malgré la difficulté de vivre sous les tentes », indique cette collégienne de 14 ans.
La découverte des ateliers a aussi été salutaire pour Safa.

Sur la voie de l'espoir

« Outre les kits d'hygiène distribué, les ateliers de sensibilisation m'ont permis de comprendre que la vie est pleine de défis, que le séisme en fait partie. Certaines filles et facilitatrices ont vécu des situations difficiles mais elles font des difficultés une force et cela m'inspire beaucoup », a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Soujoud appréhende désormais la vie avec un courage qu'elle ignorait posséder. Cette adolescente de 13 ans se rappelle pourtant très bien de cette soirée « Je me souviens toujours des meubles renversés et des fissures dans les murs alors qu'on se précipitait avec ma famille vers l'extérieur de la maison », se souvient-elle.

Soujoud a aussi vu le désarroi et la peur dans le regard de ses parents. « Mon père et mon frère de 19 ans sont toujours traumatisés par le séisme », ajoute-t-elle.

Après avoir vécu à Marrakech, Soujoud retrouve aujourd'hui sa maison et sa ville et tente de retrouver un peu sa vie d'antan. Elle affirme que les ateliers l'ont aidé à comprendre qu'elle porte en elle force et résilience.

Nouhaila, qui facilite ces ateliers raconte que les jeunes filles de Dar Taliba à Amezmiz démontrent un courage inouï sachant que reprendre les études pour certaines et s'éloigner de leurs familles après une telle épreuve n'est pas évident.

« Je leur ai expliqué avec ma collègue Ghizlane que nous avons aussi été affectés par la perte de nos proches et nos maisons », confie cette jeune de 23 ans.

Safae

Elle précise que l'écho du tremblement de terre est gravé dans les mémoires de ces jeunes filles, mais qu'elles ont compris la résilience humaine.

La voix des femmes, un pilier de la reconstruction

Lors de ses interventions sur le terrain, la Fédération des Ligues des Droits de Femmes (FLDF) a observé que l'impact du séisme d'Al Haouz a été dévastateur pour des milliers de familles et qu'il a disproportionnellement touché les femmes et les enfants.

« Le séisme a accentué la précarité, les discriminations, la vulnérabilité des femmes, le mariage des mineures et les violences basées sur le genre, » souligne Zohra Sadik, membre de la FLDF.

Jeunes filles de Dar Taliba

Jeunes filles de Dar Taliba à Amezmiz

« Au-delà des besoins essentiels, il est important de renforcer les mécanismes de protection des femmes contre la violence et les abus et promouvoir leur autonomisation socio-économique », ajoute-t-elle.

> « Au-delà des besoins essentiels, il est important de renforcer les mécanismes de protection des femmes contre la violence et les abus et promouvoir leur autonomisation socio-économique »
>
> **Zohra**

Zohra

Les caravanes de sensibilisation et les focus groups menées aussi bien avec des femmes que des hommes dans le cadre de l'étude de la FLDF conduite avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Projet ACCESS révèlent par ailleurs que les besoins restent à couvrir.
« Nous avons travaillé au niveau de 10 villages autour des trois communes Ijoukak, Ouirgane et Talat N'Yaakoub, proches de l'épicentre où le séisme a été plus intense. Nous avons constaté le besoin des femmes d'avoir des espaces de parole. car, la plupart des actions d'intervention des autorités après le séisme sont menées avec les hommes », explique Ahmed, chargé de projet au sein de la FLDF à Marrakech.

Quand la parole des femmes se libère

Outre l'urgence de relogement des familles, les besoins prioritaires qui ressortent de l'étude sont la construction de hammams, de sanitaires, de dispensaires et des écoles pour éviter le risque de décrochage scolaire notamment chez les filles.
« Les focus groups ont libéré la parole des femmes », explique Zohra Sadek.
Elle précise que le travail de proximité révèle l'importance de la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques territoriales incluant entre autres, leurs droits, le renforcement de leur capacité, l'alphabétisation, l'autonomisation socio-économique, le leadership féminin et l'égalité hommes-femmes.
L'étude d'évaluation des conséquences du séisme ainsi que des effets des programmes mis en œuvre sur les droits socio-économiques des femmes dans les régions sinistrées a par ailleurs permis d'approfondir ses constats de terrain et de mieux cerner les impacts.
L'étude met aussi en lumière les initiatives résilientes développées par la population en général, et par les femmes d'Al Haouz en particulier pour reconstruire leur vie dans la dignité.

Nouhaila et jeunes résidentes à Dar Taliba Amezmiz

Les jeunes étudiants dans les cliniques juridiques :

Une relève engagée contre la violence à l'égard des femmes et des filles

« Avec le temps, j'ai compris que je méritais mieux, que ma dignité et mon bien-être comptaient » .

Meriem

« J'ai traversé des épreuves difficiles : violences physiques, psychologiques, et humiliations depuis l'âge de 19 ans. J'ai cru échapper à la violence de ma famille en me mariant, mais j'ai découvert une autre forme de souffrance » déplore Meriem.

« Avec le temps, j'ai compris que je méritais mieux, que ma dignité et mon bien-être comptaient » confie-t-elle.

Mariée trop jeune, Ouafaa ne pensait pas que sa vie de mariée allait virer en tragédie.

A 16 ans elle ne pouvait pas imaginer qu'elle aller traverser des années difficiles, qu'elle allait subir des humiliations et des violences physiques qui ont laissé des marques profondes, tant sur son corps que dans son esprit.

« Mon mari a tenté de m'attaquer avec un couteau. En me défendant, j'ai été blessée à la main. J'ai réussi à m'enfuir chez une voisine, laissant tout derrière moi. Quand il est rentré, il a tout emporté, y compris nos affaires et celles des enfants » raconte Ouafaa.

Soukaina raconte aussi que son mari la privait de tous les moyens. Ayant accepté de ne pas travailler pour s'occuper des enfants, elle s'est souvent retrouvée proie à l'humiliation et à l'abandon.

« A chaque dispute, il quittait la maison pendant des mois sans nous laisser même de quoi vivre » se rappelle Soukaina.

Sofia évoque, quant-à-elle la violence psychologique et l'isolement imposé par son mari.

« Les femmes victimes de violence, veulent toutes apprendre un nouveau métier, retrouver du travail et même reprendre des études pour certaines »

Hakima

« Quand je me suis mariée, j'ai quitté ma ville natale et j'ai arrêté mon travail sur la demande de mon mari. Il a toujours été généreux financièrement mais il m'a dépossédé de mes propres moyens d'autonomie » confie-t-elle.

Sur la route de la résilience

Pour Hakima, Responsable à l'Union de l'Action Féministe (UAF) à Tanger, les trajectoires de vie des survivantes à la violence diffèrent mais le fait de s'approcher les unes des autres dans le cadre d'ateliers de sensibilisation ou activités organisées par l'association, les aident à surmonter la douleur, se libérer et à retrouver l'estime de soi.

« Elles veulent toutes apprendre un nouveau métier, retrouver du travail et même reprendre des études pour certaines » précise-t-elle.

« Au niveau de nos centres Annajda, il y a l'écoute, le suivi psychologique et juridique ainsi que des ateliers d'apprentissage pour les aider à retrouver l'autonomie économique et se libérer définitivement du joug de la violence », ajoute-Hakima.

« Aujourd'hui, je me reconstruis pas à pas, entourée de ceux qui me respectent et me soutiennent. J'ai obtenu un diplôme de pâtisserie et je veux me prendre en charge, » dit Meriem.

Ouafaa cherche aussi à travailler pour soutenir ses enfants dans leurs études et les éloigner du cycle de la violence.

Si Soukaina est accompagnée aujourd'hui pour faire valoir ses droits, Sofia s'inspire de son parcours de résilience pour accompagner les autres survivantes à la violence pour qu'elles s'en sortent, à travers l'écoute et la sensibilisation.

Une nouvelle relève

« Les survivantes à la violence ne veulent pas seulement qu'on les aide à sortir du cercle de la violence,

mais elles veulent aussi connaître leurs droits.

Outre les juristes et experts de l'UAF en la matière, elles ont aussi l'occasion de rencontrer nos stagiaires de la clinique juridique qui sont impliqués dans la prise en charge », explique Hakima.

« C'est le début d'une longue bataille parce que ces femmes sont toujours menacées par leurs agresseurs pour les réduire au silence », explique Naïma, responsable de la clinique juridique à Marrakech.

Dans cette initiative appuyée par l'UNFPA dans le cadre du Projet ACCESS soutenu par le Ministère des Affaires Etrangère du Danemark, les cliniques juridiques à Tanger, comme à Marrakech et Meknès se consacrent à la formation des étudiants de droit par une expérience pratique au service des populations défavorisées notamment des femmes survivantes à la violence.

Zainaba et Diana

« Mon expérience au sein de la clinique juridique à Tanger fut très enrichissante, » souligne Amal, une de ces jeunes étudiantes.

> « Nous allons vers les femmes dans les douars et les contrées lointaines pour les sensibiliser par rapport à leurs droits »
>
> **Oussama**

Naima et Ouafae

« Je travaille sur la violence numérique à l'encontre des femmes dans la région de Tanger pour comprendre l'ampleur de ce phénomène et évaluer les moyens de protection disponibles », ajoute-t-elle.

Oussama, lauréat de la clinique juridique de Marrakech, est aujourd'hui membre de bureau de l'UAF à Marrakech. Il prend aujourd'hui la relève pour conduire des caravanes juridiques qui sillonnent la région de Marrakech.

« Nous allons vers les femmes dans les douars et les contrées lointaines pour les sensibiliser par rapport à leurs droits », précise-t-il.

Oussama rêve de devenir avocat pour soutenir et défendre les femmes survivantes à la violence.

Un modèle pour la coopération sud-sud

L'initiative des cliniques juridiques s'élargit pour impliquer les jeunes étudiants migrants pour élargir la portée de leurs impacts à l'échelle continentale.

« Au sein de cette initiative, je m'occupe de la documentation et la vulgarisation du code de la famille », explique Hayat Zainaba, étudiante en Droit privé à l'Université Abdelmalek Essaadi à Tanger.

Elle affirme découvrir différentes formes de violences notamment la violence numérique et envisage de s'inspirer de cette expérience pour la mettre en œuvre en Centre Afrique, son pays d'origine, où beaucoup de femmes vivent sous la pression de la violence.

> « Travailler sur des cas pratiques change notre perception des textes et des lois »
>
> **Diana**

Du même avis Diana originaire du Congo aimerait aussi contribuer dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle explique que la clinique juridique lui a permis la connexion à la réalité.

« Travailler sur des cas pratiques change notre perception des textes et des lois », précise Diana.

Ibrahima étudiant en droit privé explique aussi qu'il porte un nouveau regard sur la violence numérique qui prend de l'ampleur.

Pour Saida, Secrétaire Générale et membre fondatrice de l'UAF, la clinique juridique permet aux étudiants de se confronter à la réalité à travers l'écoute efficace, le diagnostic des cas de violence, la participation aux caravanes de sensibilisation sur les droits, et forger leur compétences en tant que défenseurs des droits.

« L'étudiant en droit d'aujourd'hui est l'avocat ou le juge de demain. C'est la relève que nous préparons pour que le combat se poursuit pour un monde plus juste », ajoute Naima.

Avec l'appui du Projet ACCESS, les cliniques juridiques passent à une nouvelle étape avec notamment l'implémentation de la base de données digitale pour le traitement et la publication des cas de violences accueillis au sein des trois sections de l'UAF, la formation des membres des centres Annajda et l'élaboration d'un plan d'action du réseau des étudiants des Cliniques juridiques et du plan d'action territorial pour les droits de la jeune fille, dans une vision vers la modélisation de cette approche de collaboration pour un impact plus étendu à l'avenir.

Soukaina

Oussama

Autonomisation économique des femmes :

Un levier pour l'égalité et l'émancipation

> « C'est le tissage qui nous a sauvé de la misère, »
>
> **Khadija**

" J'ai été forcée au mariage quand je n'avais que 12 ans. Après mon divorce, j'ai insisté de garder mes sept enfants. Je jonglais entre les solutions de garde pour pouvoir travailler. C'était difficile", se rappelle Khadija.

Khadija travaille aujourd'hui avec son amie, Naima, fondatrice de la coopérative de tissage Arouss Chamal à Tanger.

Cette universitaire de formation reconnait que le tissage lui a permis de s'émanciper économiquement et socialement. Khadija, confie pour sa part, que la coopérative l'a aidé à subvenir aux besoins de sa famille.

" C'est le tissage qui nous a sauvé de la misère", ajoute-t-elle.

" Nos produits attiraient une bonne clientèle surtout les touristes. Mais la pandémie a cassé la dynamique ", raconte Khadija sur l'impact du COVID-19 sur son activité.

" On ne crée pas une coopérative sur un tapis rouge. C'est souvent au prix de sacrifices et de travail de longue haleine ", décrit Ihsane, une femme coopérante qui explore la richesse naturelle de Chefchaouen pour préparer des produits de terroir bio, cultivé à la lisière des montagnes du Rif, revalirisant un savoir faire ancestral.

Ayant démarré son activité en 2019, le développement de sa coopérative a été rattrappé par la crise du COVID-19.

Cette pandémie est venue creuser les inégalités que subissent les femmes, particulièrement en matière d'autonomisation économique.

> « Dans notre douar, les femmes, pourtant propriétaires légitimes, doivent mendier auprès de leurs frères l'accès aux fruits de leurs propres terres agricoles ».
>
> **Leila**

Les défis des femmes rurales

Leila, aujourd'hui présidente de la coopérative agricole " Les sœurs de Karouba pour l'élevage et produits de terroir", nichée dans la région de Fquih Ben Salah, a été exclue de l'héritage de ses terres agricoles parce qu'elle est une femme.

" Dans notre douar, les femmes, pourtant propriétaires légitimes, doivent mendier auprès de leurs frères l'accès aux fruits de leurs propres terres agricoles ", déplore Leila.

Parallèlement à sa mobilisation active pour revendiquer les droits des femmes à la terre, Laila a créé avec son amie Zohra et d'autres femmes une coopérative pour valoriser les produits de terroir de leur région.

" Au début, personne ne voulait nous louer un local alors nous avons acheté un terrain et construit un siège pour notre coopérative", confie Zohra.

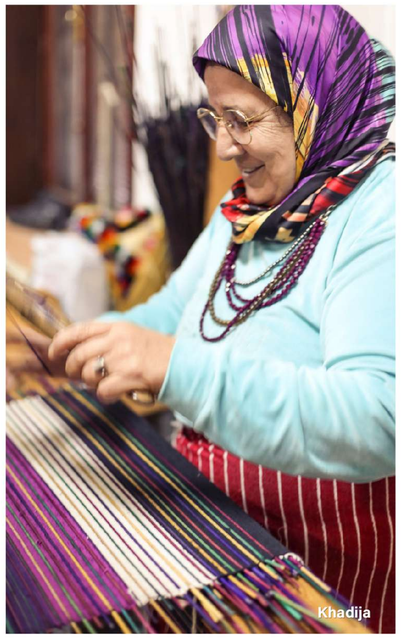
Pour Hanane aussi, construire son projet agricole loin de sa ville natale Salé, n'a pas été un choix facile.

Cette jeune femme a quitté le confort de la ville et son travail dans un salon de coiffure pour s'installer à la campagne de Shoul dans la région de Rabat.

" J'avais une parcelle de terre qui appartenait à mon père, des économies, des rêves plein la tête et surtout une volonté farouche de prendre ma vie en main ", raconte-t-elle.

" Je travaillais côte à côte avec les ouvriers agricoles pour apprendre à préparer la terre à bien recevoir les graines. J'ai aussi développé des activités de chèvrerie, potager et poulailler bio. Je me suis même fait construire un abri écologique", raconte Hanane fièrement.

Mais au fil des temps, Hanane se rendait compte qu'il n'y a pas assez de retour sur ses investissements.



Un appui pour la résilience

Pour appuyer la résilience de ces femmes determinée à prendre leur vie en main, le Projet ACCESS, mis en œuvre au Maroc avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark, a lancée de multiples initiatives dans plusieurs régions du pays en collaboration avec des organisation de la société civile.

Avec l'Union de l'Action Féministe, des centaines de femmes ont bénéficiés de l'appui à travers des subventions sous format de chèques symboliques « Khadamat » octroyées à des coopératives de femmes afin de leur permettre de mieux développer leurs activités économiques et leur résilience après la crise du COVID-19.

Saadia, coopérative «Les sœurs de Karouba»

Elles ont aussi bénéficié de plusieurs sessions de renforcement des capacités. Un cluster regroupant différents acteurs de l'écosystème de l'Économie Sociale et Solidaire de la Région de Tanger a été créé à même de permettre aux coopératives féminines de s'ouvrir sur leur environnement.

> « Le Chèque Khadamat m'a aidé à relancer mon activité après la pandémie. Les formations m'ont également aidé à améliorer ma manière de travailler ».
>
> **Souad**

Zohra, coopérative «Les sœurs de Karouba»

Une plate-forme commune de e-commerce et un projet de fédération ont également été initiés.

"Le Chèque Khadamat m'a aidé à relancer mon activité après la pandémie. Les formations m'ont également aidé à améliorer ma manière de travailler », confie Souad, qui dirige une coopérative de pâtisserie.

" Nous avons relancé l'activité grâce à l'appui du Projet, " se réjouit Ihsane également. Aujourd'hui, sa coopérative compte 30 jeunes filles et femmes. Elle aspire aujourd'hui attirer engager d'autres coopérantes, élargir sa gamme, exporter à l'international et devenir leader dans l'économie sociale et solidaire.

Avec la Fédération des Ligues des Droits des Femmes (FLDF), d'autres coopératives ont été promues lors du Forum sur l'économie sociale et solidaire et l'autonomisation socio-économique des femmes tenu à Khouribga et qui a aussi été une occasion pour sensibiliser sur l'importance de la résilience des femmes coopérantes face aux changements climatiques.

« Nous avons bénéficié de plusieurs formations comme celle conduite à Khouribga. Nous avons appris comment créer une valeur ajoutée de qualité et mener le plaidoyer pour faire prévaloir nos droits », explique Leila qui travaille aujourd'hui avec une trentaine de coopérantes.

Cette rencontre a aussi ouvert la voie à ces femmes pour découvrir des coopératives dans d'autres régions et s'en inspirer.

> « Intégrer la coopérative m'a permis de soutenir mes 4 enfants pour poursuivre leurs études ».
>
> **Saida**

La force de la sororité

La coopérative a également transformé la vie de Saida, membre de la coopérative Raidate de l'art culinaire et pâtisserie à Taounate, qui a été appuyé par le Projet ACCESS dans le cadre d'un partenariat avec FONDES.

" Intégrer la coopérative m'a permis de soutenir mes 4 enfants pour poursuivre leurs études", se réjouit-elle.

Son amie, Naima, également mère de 4 enfants, ajoute que son travail dans la coopérative lui a permis de réaliser son indépendance financière et l'a rendue plus autonome, après qu'elle s'est retrouvée, du jour au lendemain, sans emploi à la suite de 10 ans dans le travail saisonnier de la cueillette de fraises.

Rabia, présidente de la coopérative, précise que cette activité permet aux femmes coopérantes de transformer l'épreuve du chômage et des situations d'exclusion et de violence en une force collective d'autonomie et d'épanouissement.

La caravane de l'entrepreneuriat conduite avec l'appui du Projet ACCESS a également aidé Hanane réorienter son action.

" J'ai profité des formations et de rencontres avec des experts et j'ai compris que j'ai démarré mon exploitation sans définir mon projet agricole, le business plan et sans aucune stratégie marketing. Je me suis rattrapé en changeant mon approche et les résultats sont positifs ", confie-t-elle.

Aujourd'hui, Hanane travaille sur la valorisation des produits de terroir destiné à l'épicerie fine et met en avant ses produits agricoles bio. Elle s'intéresse aussi aux techniques ancestrales de séchage des plantes aromatiques.

Symbole de résilience, cette ancienne Aikidoka s'investit également dans la scolarisation de la fille à travers son association de promotion des sports en milieu rural.

Souad, coopérative à Tanger

Ihssane, coopérative à Chefchaouen

Jeunes filles résidentes à Dar Taliba, Taza

Soutenir, informer et agir

Le digital au service de la santé sexuelle et reproductive des jeunes

Mohcine Brahim et Hassan

> « Il faudrait que les jeunes soient conscients de l'importance de s'occuper de leur santé sexuelle et reproductive et de ne pas prendre des risques »
>
> **Dr. Aziz Fawzi**

"Je réalise aujourd'hui à quel point mes connaissances sur la santé sexuelle et reproductive étaient limitées. Par exemple, j'ignorais même l'existence du VIH/SIDA dans notre pays", raconte Brahim, un jeune coach sportif de 23 ans vivant à Rabat.

Dr. Aziz Fawzi Benzaouia, médecin généraliste responsable d'un centre de santé dédié aux jeunes, déplore le manque d'information chez ces derniers par rapport à leur santé et et aux risques auxquels ils s'exposent par méconnaissance. Il souligne l'existence de plusieurs structures réservées à la santé des jeunes en plus de diverses actions de sensibilisation.
« Il faudrait qu'ils soient conscients de l'importance de s'occuper de leur santé sexuelle et reproductive et de ne pas prendre des risques », précise-t-il.

Aborder les sujets relatifs à la santé sexuelle et reproductive n'est pas une première pour Hassan. Depuis qu'il a assisté à une session animée par Dr. Benzaouia, il s'investit, comme son frère jumeau Mohcine, dans la sensibilisation d'autres jeunes en la matière.

Mohcine souligne que les jeunes, particulièrement les adolescents en pleine transformation physique, sociale et affective, naviguent souvent sans repères dans une société où la santé sexuelle et reproductive reste peu abordée. Privés d'informations fiables, beaucoup se tournent vers internet pour comprendre leur corps et leurs émotions, les exposant malheureusement à des contenus inappropriés ou à des risques d'exploitation.

> « J'ai découvert des sujets que je n'osais pas aborder en public auparavant ».
>
> **Brahim**

Démystifier par le digital

Brahim est un des jeunes qui ont rejoint ces initiatives d'information, de sensibilisation et de counseling. Avec l'appui de ses amis, Hassan et Mohcine, sa prise de conscience lui a montré l'importance de s'informer sur ces sujets essentiels. " J'ai découvert des sujets que je n'osais pas aborder en public auparavant ", ajoute-t-il.

Ces jeunes explorent aujourd'hui la possibilité de solutions digitales qui permettraient un meilleur accès à l'information en toute simplicité et d'accéder à un contenu numérique fiable en gardant la confidentialité.

« On est tous attachés à nos portables et aux réseaux, on parle, on échange photos, vidéos, opinions et informations et surtout on influence, c'est pour cela que je n'ai pas hésité à participer à la conception du contenu numérique pour la sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive, au VIH/SIDA et aux infections sexuellement transmissibles » , confie Mohcine.

Ce jeune de 25 ans, spécialiste en intelligence artificielle, fait partie d'un groupe de jeunes étudiants et professionnels des régions de Rabat-Salé, Témara et Meknès, réunis par l'Organisation Pan-Africaine de lutte contre le Sida (OPALS), lors des ateliers interactifs sur la promotion de l'accès des jeunes à la santé sexuelle et reproductive en utilisant les solutions digitales. Cette initiative a été lancée avec l'appui de l'UNFPA dans le cadre du Projet ACCESS soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark. Au menu, des enregistrements de vidéos, des quiz en ligne, un site web et une application mobile.

« Cette solution digitale interactive est un outil de sensibilisation et d'information en dialecte marocain, fiable et adapté pour approcher les adolescents et les jeunes. Il suffit d'y accéder via l'application sur téléphone », explique Mohcine.

Hassan met l'accent sur la possibilité pour les jeunes de consulter via le site web de manière anonyme.

Dr. Aziz Fawzi Benzaouia

La solution englobe plusieurs questions et réponses couvrant 8 thématiques. Outre la santé sexuelle et reproductive, il y a le mariage d'enfants, la violence basée sur le genre, l'hygiène menstruelle, l'interruption volontaire de la grossesse, le viol, le VIH/SIDA, les moyens de contraception et les infections sexuellement transmissibles. Le contenu est adapté pour différentes catégories d'âge et permet selon Mouhcine de corriger les idées reçues.

Pour avancer ce sujet en matière de plaidoyer, un groupe de jeunes ont été impliqués dans la préparation de la 11ème édition de la Conférence africaine sur les droits à la santé sexuelle et reproductive et le bien-être familial qui s'est tenue à Rabat, sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Organisée par l'AMPF, cette prestigieuse conférence internationale a réuni des experts mondiaux, des décideurs politiques et des défenseurs pour discuter des questions urgentes, partager des idées et élaborer des solutions stratégiques.

Sekou du Mali

Jeune garçon de Amezmiz

L'UNFPA a appuyé cette participation des jeunes pour favoriser le dialogue, partager des idées et explorer de nouvelles voies pour promouvoir les droits et assurer aux jeunes un meilleur avenir.

> « Certains étudiants ont été réticents mais ils ont fini par comprendre l'importance de ces sujets dans leur vie »
>
> **Abdelhamid**

Khaoula, jeune fille de Meknès

Ne laisser personne pour compte

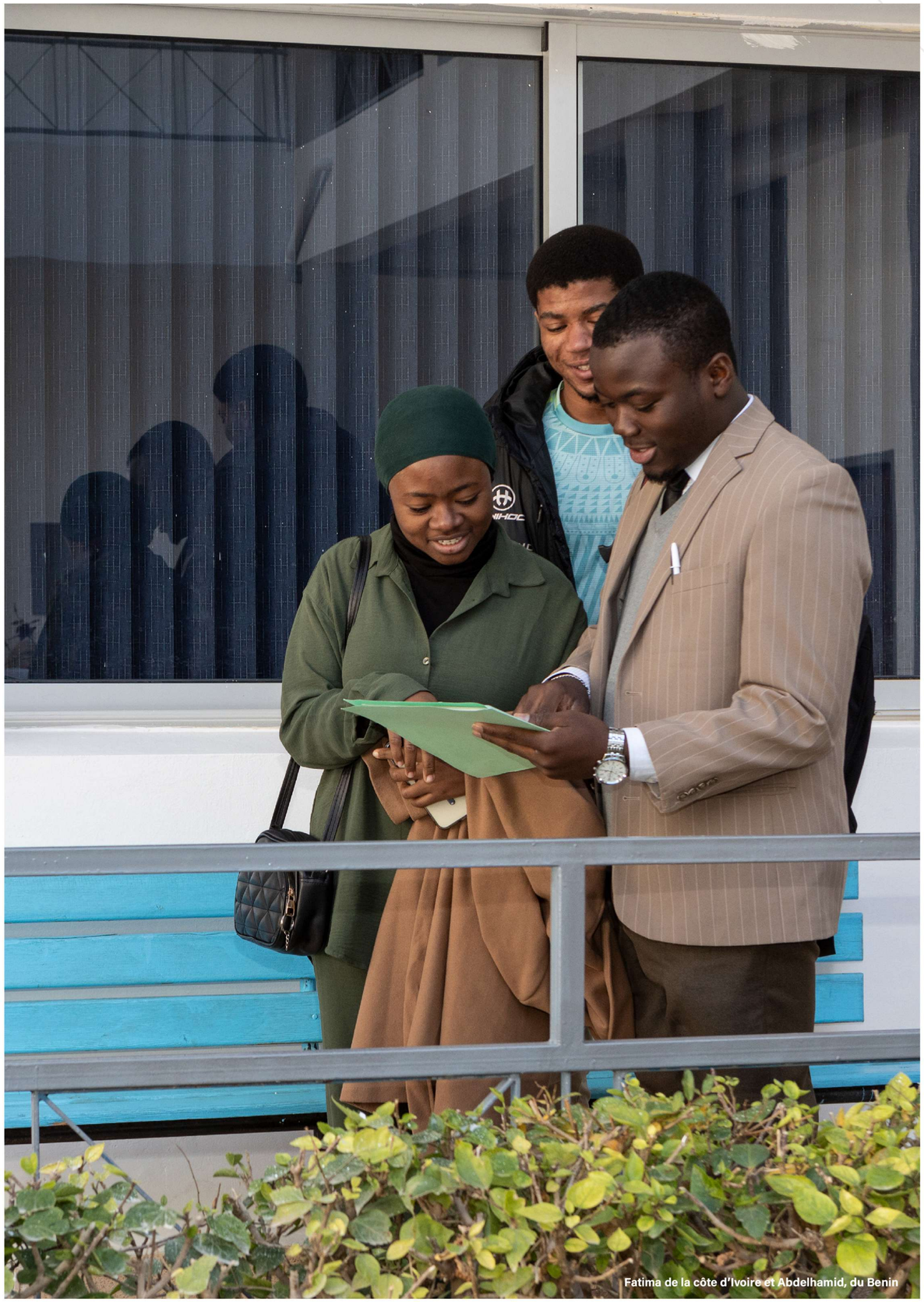
À Beni-Mellal, plus de 300 km de Rabat, l'intérêt pour la santé des adolescents et des jeunes se décline à travers plusieurs actions phares, notamment l'organisation d'ateliers de formation sur la santé sexuelle et reproductive et la communication sur le changement de comportement au profit de jeunes migrants avec l'appui de l'UNFPA dans le cadre du projet ACCESS.

« Certains étudiants ont été réticents mais ils ont fini par comprendre l'importance de ces sujets dans leur vie », explique Abdelhamid, étudiant universitaire, originaire du Bénin.

« L'approche par les jeux nous a permis de mieux nous exprimer », souligne Fatima, étudiante originaire de la côte d'Ivoire.

Ces formations ont été organisées en partenariat avec la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de Beni-Mellal-Khénifra en collaboration avec la section locale de la Confédération des Élèves, Étudiants, Stagiaires Africains et Étrangers au Maroc (CESAM).

Hicham Choubi, responsable de communication et du programme de santé scolaire et universitaire à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de Beni-Mellal-Khénifra, explique que cette initiative s'inscrit dans la continuité des différentes actions en faveur de la promotion de la santé des jeunes comme la création du Centre d'addictologie et l'organisation d'une série de formations sur la santé sexuelle et reproductive. Il précise que cette dynamique se poursuit en impliquant les partenaires y compris les organisations de la société civile pour contribuer au développement socio-économique inclusif et durable.



Fatima de la côte d'Ivoire et Abdelhamid, du Benin

Zohra

Intelligence démographique et politiques publiques :

Bâtir la résilience face au vieillissement de la population

Saadia

Les résultats détaillés du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2024) publiée par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) en décembre 2024 ont révélés une augmentation de la proportion des personnes âgées de 60 ans et plus de 9,4% en 2014 à 13,8% en 2024.

Cette population qui compte aujourd'hui près de 5 millions de personnes, a connu depuis 2014 un accroissement annuel moyen de 4,6%, nettement supérieur à celui de l'ensemble de la population (0,85%). Selon les projections démographiques, cette tendance continuera de s'accentuer. En 2050, on estime que près d'un marocain sur quatre aurait 60 ans ou plus, selon le HCP.

Cette tendance de vieillissement accéléré de la population a d'importantes implications notamment sur le développement, la protection sociale ainsi que sur les initiatives visant à garantir l'accès universel aux soins de santé adaptés.

Le suivi et la compréhension de ces tendances et de leurs répercussions revetent une grande importance pour les décideurs afin de répondre plus durablement aux besoins des populations.

Animé par cette vision, l'UNFPA, un des principaux bailleurs de fonds à l'échelle mondiale pour la collecte de données démographiques, a appuyé le HCP pour la préparation et la conduite du RGPH 2024, dans le cadre de son soutien au pays visant à identifier et comprendre les tendances démographiques afin d'y adapter les efforts de développement.

> « L'enjeu, c'est de permettre aux populations de « Vieillir en bonne santé et maintenir leur bien-être » et au-delà vivre dans la dignité et accéder à des soins de santé intégrés et de qualité ».
>
> **Dr. Achahboun**

Dans le cadre l'appui de l'UNFPA à la digitalisation du RGPH, le projet ACCESS mis en oeuvre avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark a appuyé le développement de la plateforme numérique de sélection des 55.000 ressources humaines chargées d'exécution des opérations de collecte et de transfert des données du recensement général de la population et de l'habitat, une initiative qui a permis d'accélérer le processus de la conduite de cette opération de grande envergure.

« Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, a lancé la première Stratégie Nationale de la Santé des Personnes Âgées 2024-2030, afin d'adapter sa politique de santé et l'offre de soins actuelle aux besoins spécifiques et croissants de cette population », souligne Dr. Touria Achahboun, Responsable de l'Unité de la Santé des Personnes Âgées au Service de la Réhabilitation et de la Gériatrie, relevant de la Direction de la Population.

Vieillir en bonne santé, maintenir son bien-être

Dr. Achahboun explique que l'enjeu c'est de permettre aux populations de « Vieillir en bonne santé et maintenir leur bien-être » et au-delà vivre dans la dignité et accéder à des soins de santé intégrés et de qualité. Et ce, dans le respect de l'égalité de genre.

Plus en détails, il s'agit d'assurer une prise en charge pluridisciplinaire comprenant entre autres, des prestations préventives, curatives et de réadaptation de qualité, répondant aux besoins des personnes âgées notamment en cas de maladies chroniques. A cela s'ajoute la lutte contre la discrimination basée sur l'âge, l'isolement social et la discrimination basée sur le genre. Une approche qui requiert, selon Dr. Touria Achahboun, la coordination des interventions pour une meilleure convergence des actions et pour la création d'environnements favorables aux personnes âgés et favoriser le développement de la recherche en rapport avec leur santé.

Lahssan

Esprit et feuille de route de la stratégie

Pour relever les défis liés au vieillissement, la Stratégie Nationale de la Santé des Personnes Âgées 2024-2030 s'articule autour de cinq axes fondamentaux. Il s'agit de la promotion de mode de vie sain et la prévention, l'amélioration de l'accès des personnes âgés à des soins adaptés et personnalisés, le renforcement des compétences des professionnels de santé et l'amélioration des connaissances et attitudes des aidants, la création d'environnements de vie et de déplacement sécurisés, inclusifs et adaptés aux capacités des personnes âgées

Homme Âgé

Zaina

Cela implique l'aménagement des infrastructures et des espaces publics pour faciliter l'accessibilité physique de la population âgée ainsi que l'encouragement du bénévolat parmi les personnes âgées, renforcer leur estime de soi et favoriser leur inclusion sociale.

Malika

Il est question aussi d'encourager les initiatives consolidant les liens intergénérationnels et la lutte contre la discrimination basée sur l'âge.

L'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la recherche scientifique en rapport avec la santé des personnes âgées, figurent aussi en pôles positions pour garantir l'avancée des connaissances et les approches thérapeutiques en gériatrie, aussi bien préventives que curatives.

Avancées réalisées

Le lancement de la Stratégie Nationale de la Santé des personnes agées a été marquée par une série d'activités, notamment l'organisation de formations sur les principes de la gériatrie et l'évaluation gériatrique standardisée au profit des points focaux régionaux et des professionnels de santé, la célébration de la journée internationale des personnes âgées pour sensibiliser les décideurs politiques, les partenaires et la population de manière générale aux enjeux du vieillissement et l'accompagnement des directions régionales de la santé dans la mise en place de leur plan d'action en la matière.

Les premiers ateliers de concertation et de réflexion sont par ailleurs organisées au niveau de la région de Marrakech-Safi.

Dr. Achahboun met aussi en avant l'élaboration d'une grille d'évaluation gériatrique standardisée, adaptée au contexte marocain, destinée à être utilisée par les médecins spécialistes, avec une version simplifiée pour les professionnels de santé des établissements de soins de santé primaires.

« Cette grille vise à définir et à standardiser les normes et les outils d'évaluation du degré de vulnérabilité et de fragilité des personnes âgées, afin de prévenir les complications de santé et de réduire les risques de déclin fonctionnel, mental et cognitif, ainsi que du handicap », explique-t-elle.

Elle dévoile aussi l'élaboration de supports de communication et de sensibilisation sur la santé des personnes âgées pour tenir des besoins spécifiques de cette communauté, les attitudes à prendre pour les aider à faire face aux maladies liées au vieillissement, telles que les troubles nutritionnels, les déficiences sensorielles, ainsi que les affections neurologiques et cognitives, qui représentent un défi majeur pour la santé publique et les politiques de protection des personnes âgées.

Maintenir l'autonomie des personnes âgées

Dr. Achahboun avance que plusieurs projets structurants sont prévus à court et moyen termes dans le cadre de la stratégie nationale.

Parmi les principaux projets prioritaires, figure l'élaboration des normes de la mise en place des structures de gériatrie au sein des structures hospitalières, l'identification d'un paquet de services de soins à domicile, en faveur des personnes âgées en situation de perte d'autonomie et l'élaboration d'un schéma national de vaccination et de supplémentation en micronutriments pour les personnes âgées.

A cela s'ajoute la conception d'un guide relatif à la prise en charge des syndromes gériatriques destinés aux médecins généralistes.

« La stratégie nationale marque, certes, une avancée significative dans l'optimisation de la prise en charge de la population âgée dans notre pays. Toutefois, sa réussite repose sur une mise en œuvre coordonnée et participative, impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires concernés », ajoute-t-elle.

Fatouma

Elle précise qu'investir dans la santé des personnes âgées, améliore non seulement leur bien-être et leur qualité de vie, mais préserve, également, la dignité humaine et la cohésion sociale.

Meriem

RÉSILIENCE N°1

« J'ai découvert que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive peut éviter des tragédies humaines alors j'en ai fait mon autre combat »,
Imane, Fès.

" J'ai découvert des sujets que je n'osais pas aborder en public auparavant ",
Brahim, Rabat.

« Avec un personnel expérimenté dans un lieu de santé bien équipé, je suis entre de bonnes mains »,
Soukaina, El Ksiba, Béni Mellal.

UNFPA

Fonds des Nations Unies pour la Population
13,Av. Ahmed Balafrej, Souissi.

Casier ONU, Rabat-Chellah
Maroc
Morocco.unfpa.org

@UNFPAMorocco
@UNFPAMaroc
@unfpamaroc